

Le pouvoir aux travailleurs

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

23 octobre 2022

N° 288

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr



OUVRIERS AU MEETING DE LANCEMENT DE LA GREVE DE LA ZONE INDUSTRIELLE DE YOPOUGON

Éditorial

VIVE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS
DE LA ZONE INDUSTRIELLE DE YOPOUGON !..... Page 3-4

ZONE INDUSTRIELLE DE
YOPOUGON : UN
MOUVEMENT DE GRÈVE
INÉDIT QUI EN APPELLERA
D'AUTRES

Page 5-7

CGGC : LA MOBILISATION
DES TRAVAILLEURS A
OBLIGÉ LA DIRECTION À
RÉINTÉGRER LEUR
COLLÈGUE LICENCIÉ

Page 8

UNE RÉPRESSION
SANGLANTE CONTRE
CEUX QUI CONTESTENT LA
CONFISCATION
DYNASTIQUE DU POUVOIR

Page 13

<u>SOMMAIRE</u>	PAGES
<u>ÉDITORIAL :</u>	
- VIVE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS DE LA ZONE INDUSTRIELLE DE YOPOUGON !.....	3 - 4
- ZONE INDUSTRIELLE DE YOPOUGON : UN MOUVEMENT DE GRÈVE INÉDIT QUI EN APPELLERA D'AUTRES.....	5 - 7
<u>LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS :</u>	
- CGGC : LA MOBILISATION DES TRAVAILLEURS A OBLIGÉ LA DIRECTION À RÉINTÉGRER LEUR COLLÈGUE LICENCIÉ.....	8
<u>LEUR SOCIÉTÉ :</u>	
- RAS LE BOL DES AUGMENTATIONS DU PRIX DU TRANSPORT !.....	9
- REcul DE LA PAUVRETÉ EN CÔTE D'IVOIRE ? RIEN QUE DE LA MOQUERIE !.....	9
- COURSE À LA PRÉSIDENTIELLE 2025 : IL N'Y EN A PAS UN POUR RATTRAPER L'AUTRE.....	9 - 10
- LA SITUATION DANS LES ÉCOLES : UNE PARTIE VISIBLE DE L'ICEBERG	10
- UNE MALADIE QU'ON PEUT GUÉRIR FACILEMENT, MAIS QUI FAIT DES VICTIMES PARMIS LES FEMMES DE MILIEU PAUVRE	10 - 11
- QUAND LE POUVOIR PRÉTEND COMBATTRE LA CONTREFAÇON.....	11
- CMU : C'EST AU PATRONAT ET À L'ÉTAT DE PAYER !.....	12
- Tchad : UNE RÉPRESSION SANGLANTE CONTRE CEUX QUI CONTESTENT LA CONFISCATION DYNASTIQUE DU POUVOIR	13

E d i t o r i a l

VIVE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS
DE LA ZONE INDUSTRIELLE DE YOPOUGON !

Le mercredi 12 octobre, les artères d'accès à la zone Industrielle de Yopougon ont été barricadées par les travailleurs en grève dès 4 heures du matin. C'est peut-être la première fois de son histoire que cette zone industrielle, la plus importante du pays, a été ainsi bloquée. Les équipes de nuit à leurs descentes ce matin-là sont venues renforcer les barricades. Les travailleurs revendiquent des augmentations de salaire face à l'augmentation des prix qui les écrase et les réduit un peu plus dans la misère.

La police est venue au secours des capitalistes et a lancé des gaz lacrymogènes. Une vingtaine de travailleurs ont été arrêtés mais cela n'a pas empêché les autres de remettre les barricades dès le lendemain matin.

Certaines entreprises comme Nestlé, Cémoi, Cargill et Sonaco ont pu rouvrir. Par contre, de nombreuses autres sont restées fermées jusqu'au lundi suivant, certaines par décision de leurs propriétaires craignant des débordements.

Ce mouvement de grève depuis longtemps attendu, annonce-t-il d'autres grèves encore plus massives ? En tout cas, même des éboueurs étaient en grève ce jour-là.

Les travailleurs de Yopougon ont montré qu'il était possible d'organiser un mouvement collectif qui dépasse le cadre d'une seule entreprise, d'une corporation ou encore limité à une catégorie de travailleurs.

Pour atteindre cet objectif, des travailleurs s'étaient préparés et ensuite organisés en plusieurs « groupes de mobilisation ». Ainsi, ils avaient sillonné de nombreuses usines de la zone industrielle pour appeler les travailleurs à la mobilisation et à la grève. Cette méthode a montré son efficacité.

Ce qui a manqué à ce mouvement, ce sont des assemblées générales organisées dans chaque entreprise pour décider des revendications, des modalités d'action et l'élection des comités de grève. Ceci, dans l'objectif que les grévistes gardent eux-mêmes démocratiquement le contrôle de leur mouvement. Faute d'une telle

initiative, ce sont les organisations syndicales qui ont eu le contrôle et la mainmise sur le mouvement.

Les dirigeants syndicaux, ces « patrons » (c'est ainsi que certains ouvriers les nomment) quand ils ne sont pas eux-mêmes vendus, comme cela est le plus souvent le cas, sont dans tous les cas impuissants devant le patronat.

Encore une fois, dès la première occasion venue, ils ont trahi les travailleurs en grève, dont leurs propres bases syndicales dans les usines, pour des intérêts de boutique, pour gagner la reconnaissance du patronat et du gouvernement. Ces dirigeants syndicaux, tels des caniches, espèrent que ceux-ci leur laisseront ramasser quelques miettes tombées de la table bien garnie.

Depuis longtemps, même quand les affaires des capitalistes étaient encore plus florissantes qu'aujourd'hui, aucune augmentation de salaire n'a été accordée aux travailleurs. Alors, ce n'est pas maintenant qu'ils sont dans la crise qu'ils vont accepter de nous augmenter sans y être contraints et forcés. Ils défendront au contraire leurs intérêts capitalistes bec et ongles, tel des charognards, avec l'aide de l'État qui est le gardien de leurs intérêts.

Bien sûr, un mouvement de lutte organisé et contrôlé démocratiquement à la base par les grévistes n'est pas facile à mettre en place mais c'est la meilleure garantie pour défendre le plus efficacement nos intérêts face à nos exploités. C'est aussi la meilleure façon de ne pas se laisser trahir par les dirigeants syndicaux qui prétendent agir en notre nom et en même temps de ne pas se laisser embobiner par les manœuvres du patronat et des politiciens de tout bord.

C'est au travers d'une telle organisation que nous les travailleurs nous pouvons être les maîtres de notre mouvement face au patronat qui nous exploite et au gouvernement qui nous opprime.

**ZONE INDUSTRIELLE DE YOPOUGON :
UN MOUVEMENT DE GRÈVE INÉDIT QUI EN APPELLERA D'AUTRES**

La zone industrielle de Yopougon, la plus grande du pays, a été bloquée par un mouvement de grève générale des travailleurs. C'est la première fois qu'un mouvement entraîne le blocage de l'ensemble de cette vaste zone.

Les travailleurs dans la tourmente de la flambée des prix

Depuis quelques années, les travailleurs subissent de plein fouet la hausse spectaculaire du coût de la vie. Les prix des produits de première nécessité ne cessent d'augmenter. Le COVID 19 et la guerre en Ukraine ont servi de prétexte pour enfoncer le clou. Ainsi, il y a à peine quelques mois, le prix de l'huile et des cubes d'assaisonnement avait doublé du jour au lendemain. Le riz, la viande et le poisson, ont eux aussi connu des augmentations. Des produits comme la banane, l'igname et des légumes, qui ne sont pourtant pas des produits d'importation, tout comme le sucre, ont aussi vu leur prix flamber.

La seule chose qui n'a pas augmenté entre temps c'est le salaire des travailleurs. Résultat, la classe ouvrière s'enfonce de plus en plus dans la pauvreté et la misère. Cette situation était au menu de toutes les discussions jusqu'à ce que ce mouvement éclate.

L'élément déclencheur du mouvement

Ce qui a mis le feu aux poudres, c'est l'annonce faite par le gouvernement, le jour de la fête de l'indépendance, le 7 Août dernier, d'accorder quelques augmentations aux travailleurs du secteur public. Ce sont, entre autres, l'extension de l'indemnité de logement à l'ensemble des fonctionnaires ainsi que sa revalorisation de 20 000 F

par mois ; le passage de la prime mensuelle de transport de 7.000 Fr à 20.000 Fr ; la hausse de l'allocation familiale qui passe de 2.500 à 7.500 Fr par mois et par enfant ; l'instauration d'une petite prime de fin d'année. Mais cela ne fait pas le compte pour faire face à la flambée des prix actuels.

Ceux du secteur privé n'ont même pas eu droit à ce minimum, sans compter qu'une grande majorité de ces travailleurs vit de travail précaire et de contrat journalier.

Depuis lors, l'idée qu'il faut se battre pour que les salaires soient augmentés afin de faire face à la flambée des prix a fait son chemin dans la conscience d'un certain nombre de travailleurs.

L'initiative du mouvement

L'initiative de ce mouvement n'est pas venue des cinq grandes centrales syndicales qui ont pignon sur rue car trop liées au patronat et au gouvernement. Le bruit courait depuis quelques temps que ceux-ci, ayant eu vent de la grogne des travailleurs du secteur privé, étaient en négociation avec les autorités politiques et le patronat pour lâcher 10.000 Fr d'augmentation mensuel. Autant dire une misère qui, pensaient-ils, allaient dégonfler la colère qu'ils sentaient monter parmi les travailleurs. .

L'initiative du mouvement est plutôt venue de petites centrales syndicales méprisées par les autorités et le patronat et aussi de quelques militants syndicaux ouvriers d'entreprise qui, tout délégués syndicaux qu'ils soient, sont aussi et avant tout des travailleurs du rang qui subissent eux aussi

la cherté de la vie et le mépris patronal. Ils ont formé une « *plateforme revendicative* ».

Ces petites centrales syndicales, au nombre peut-être d'une dizaine, ne sont pas considérées par le gouvernement qui ne reconnaît que les cinq principales centrales syndicales qui ont pignons sur rue et qui se partagent le pactole distribué annuellement par le gouvernement. Du coup ces petites centrales comptaient se servir de ce mouvement des travailleurs comme masse de manœuvre pour obtenir la reconnaissance de l'État et espérer bénéficier eux-aussi de la manne financière de l'État.

Les débuts du mouvement

Dans un premier temps, c'était à la fin du mois d'août, cette plate-forme a organisé une première réunion avec des travailleurs autour des revendications à mettre en avant. C'est ainsi qu'ils ont proposé la fin de la journalisation du travail, la revalorisation du Smig de 60.000 Fr à 200.000 Fr, la revalorisation de la prime de transport de 30.000 Fr à 60.000 Fr, l'instauration d'une prime de logement à hauteur de 70.000 Fr par mois et la déclaration à la sécurité sociale. D'autres rencontres de ce genre vont suivre tout le long du mois de septembre, jusqu'au déclenchement du mouvement de grève.

Au début, les dirigeants de cette plateforme n'ont pas cherché à entraîner les travailleurs dans la grève. Leur objectif était de s'asseoir autour du tapis vert avec le syndicat patronal. Ainsi, le jour prévu pour les négociations, en bons patrons méprisants envers les représentants des travailleurs, les dirigeants du patronat n'ont même pas daigné s'y présenter. Ils ont carrément laissé poireauter les

représentants syndicaux du matin jusqu'au soir.

Ces petits bureaucrates syndicaux, se rendant compte qu'ils avaient mis les charrues avant les bœufs pour se faire entendre du patronat, ont dû revoir leur plan. Des « *groupes de sensibilisation* » constitués de travailleurs volontaires ont été mis en place par ces syndicats pour sillonner la zone industrielle durant deux semaines afin de mobiliser les travailleurs. La mobilisation était palpable dans la zone industrielle. La colère aussi était là. C'est ainsi qu'une journée de grève a été fixée par la « *plateforme* » pour le 12 Octobre. Des « *groupes d'intervention* » ont été constitués ; leur tâche était de bloquer la quinzaine d'entrées de la zone industrielle le jour de la grève.

La grève

Ainsi, le 12 octobre, les « *groupes d'interventions* » ont effectivement bloqués les voies d'accès à la zone industrielle. Ils sillonnaient aussi les rues pour demander aux travailleurs de rentrer chez eux. Les véhicules personnels tout comme les camions de livraison ne pouvaient plus y accéder.

Il a fallu une intervention musclée des forces de l'ordre pour arriver à bout des barricades. Il y a eu des échauffourées, des courses poursuite, des jets de gaz lacrymogène. En deux jours, une trentaine de travailleurs ont été arrêtés au cours des interventions policières. Ce n'est que dans l'après-midi que certaines grandes entreprises tels que Nestlé, Sonaco, ou encore Cargill ont pu faire reprendre le travail au forceps. Des travailleurs ont été convoyés sous bonne escorte policière. Malgré la répression et autres menaces de la part du patronat, les travailleurs de

certaines entreprises ont réussi à tenir trois jours durant.

Les négociations

Dans le courant de la journée, patronat et gouvernement ont appelé les représentants de la plateforme à des négociations. Ces derniers s'y sont rendus accompagnés de plusieurs dizaines de travailleurs.

Les pourparlers ont duré de 15 heures à 21 heures, mais la montagne a accouché d'une souris. Le patronat n'a cédé sur aucune revendication des travailleurs à part la reconnaissance de ces petites centrales syndicales.

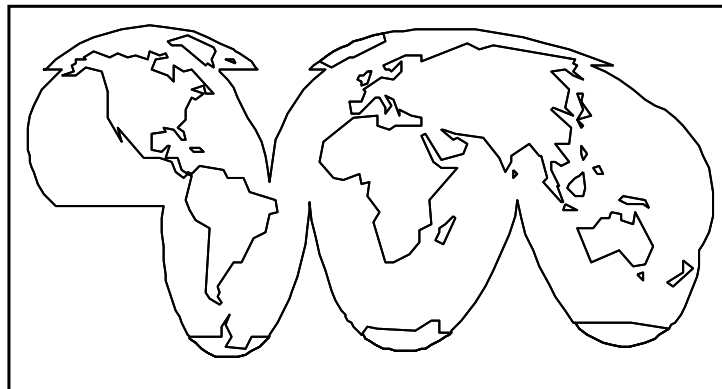
Les travailleurs qui attendaient dehors ont eu vent que les bureaucrates syndicaux étaient en train de valider cet accord. Ils ont fait irruption dans la salle des négociations pour empêcher sa signature et demander le départ de leurs représentants.

Ce n'est qu'un début, le combat continue

Les travailleurs ont montré leur détermination dans la lutte et leur capacité de paralyser la plus grande zone industrielle du pays. Ce qui leur a manqué, c'est un contrôle démocratique de la grève par la base, c'est-à-dire par les travailleurs en lutte eux-mêmes. À aucun moment ils n'ont tenu une assemblée générale, voté leurs revendications ou encore élu leurs représentants pour diriger leur mouvement démocratiquement. Ils ont laissé toute l'initiative à la plateforme syndicale dont les dirigeants avaient d'autres objectifs et d'autres intérêts que les travailleurs en lutte.

Même si les travailleurs ont aujourd'hui repris le travail sans avoir eu gain de cause, ils ont fait la démonstration qu'ils étaient capables de s'organiser au-delà de leur entreprise et cette expérience leur servira à l'avenir.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

CGGC : LA MOBILISATION DES TRAVAILLEURS A OBLIGÉ LA DIRECTION À RÉINTÉGRER LEUR COLLÈGUE LICENCIÉ

La CGGC est une entreprise qui exerce dans le BTP. Elle est chargée de la réalisation d'une partie de la voie Y 4 permettant de contourner la ville d'Abidjan. Le jeudi 20 octobre, les travailleurs de cette entreprise ont marqué un arrêt de travail pour protester contre le licenciement d'un des leurs.

Cela, fait plus de 4 mois, vu la flambée des prix records de tous les produits sur le marché, que ces travailleurs ont demandé une augmentation de salaire à leur employeur, le versement d'une prime de salissure, de tenue et celle dite de panier pour ceux qui travaillent la nuit.

Après plusieurs tentatives non fructueuses, ils ont fini par déposer un préavis de grève avec l'appui de leur syndicat. Après deux rencontres avec le patron, celui-ci a refusé d'augmenter les salaires mais a cédé sur le paiement des primes réclamées par les travailleurs. Il a par ailleurs licencié un délégué qu'il trouvait trop bruyant, prétextant que son contrat CDD avait pris fin. En fait, c'était pour faire taire le mécontentement mais cela a fait l'effet inverse.

Dès que l'annonce du licenciement a fait le tour du chantier, la colère a éclaté. Le lendemain matin avant 5 heures, bon nombre de travailleurs étaient déjà présents sur le site pour mettre les barricades devant

l'entrée principale de la direction du chantier.

À 7h, ils étaient plus de 150 sur les 300 employés. Les travailleurs qui descendaient après le travail de nuit étaient aussi là. En face d'eux il y avait des éléments de force de l'ordre. Les travailleurs ont interdit l'entrée du chantier à tout véhicule. Quelques minutes après, le directeur de l'Ageroute (Agence de Gestion des Routes, une structure de l'État chargée du contrôle des travaux) est venu au chantier. Il faut dire que ce jour-là, les travailleurs avaient eu vent que la BAD et le ministre des Infrastructures devaient visiter le chantier. Donc c'était une occasion à saisir pour se faire entendre.

Sous la pression des grévistes, le directeur de l'Ageroute a demandé à l'entreprise de verser les primes dues aux travailleurs et de réintégrer leur camarade licencié. Ce directeur a proposé de participer à la rencontre du samedi 22 octobre entre les travailleurs et la direction de l'entreprise. Mais les travailleurs ne sont pas dupes, ils savent que ce monsieur n'est pas là pour les défendre mais pour se faire voir par les grands patrons qui allaient venir ce jour-là.

Rien n'est encore gagné pour les travailleurs, même pas le simple versement des primes. Ils restent donc mobilisés pour faire aboutir leurs revendications.

L E U R S O C I E T E

RAS LE BOL DES AUGMENTATIONS DU PRIX DU TRANSPORT !

Ce 1^{er} octobre les prix de l'essence et du gasoil ont connu une nouvelle hausse de 40 Francs. C'est le nouveau,

Déjà à cause des bouchons dus aux différents chantiers de la ville d'Abidjan, les trajets ont été fractionnés en plusieurs tronçons qui entraînent autant l'augmentations du coût du trajet aux heures de pointe. Pour le moment, c'est individuellement que les populations essaient d'y faire face, soit par la marche à pieds sur certains parcours, ou en négociant avec les chauffeurs et apprentis. Cela ne se passe pas toujours bien, et dégénère souvent en bagarre

prétexte tout trouvé par les transports en commun d'Abidjan pour une nouvelle augmentation du tarif de 100 Fr et plus. entre passagers et transporteurs.

Pour que les choses changent, il faudrait que la classe laborieuse trouve le moyen d'imposer au patronat et au gouvernement son « *mécanisme d'ajustement automatique* » des salaires à chaque fois que les prix augmentent !

Mais pour cela, il faudra une lutte générale des travailleurs contre les patrons qui les exploitent et qui en plus les dépouillent pas toutes sortes d'augmentations.

RECUL DE LA PAUVRETÉ EN CÔTE D'IVOIRE ? RIEN QUE DE LA MOQUERIE !

Le 21 octobre 2022, La ministre de « *la Solidarité et de la Lutte contre la pauvreté* », a déclaré que la pauvreté aurait reculé en Côte d'Ivoire. D'après ces dirigeants au pouvoir dont la peau du ventre est fortement tendue parce que déjà trop

rassasiés, quelqu'un avec 750 FCFA par jour n'est pas considéré comme pauvre.

En tous cas, de tels propos montrent jusqu'à quel point ces gens-là vivent en dehors de nos réalités. Leur travail consiste surtout à aider les patrons à nous maintenir dans l'exploitation.

COURSE À LA PRÉSIDENTIELLE 2025 : IL N'Y EN A PAS UN POUR RATTRAPER L'AUTRE

Le 17 octobre 2022, le PPA-CI a célébré sa première année d'existence. C'est le nouveau parti politique que Gbagbo a fondé après avoir été dépouillé de son ancien parti FPI par l'un de ses fidèles lieutenants. Pendant cette cérémonie, l'ex-président a été désigné pour porter les couleurs de son parti aux présidentielles de

2025. Il aura alors autour de 80 ans.

Il ne sera certainement pas le seul octogénaire à concourir puisque Bédié et Ouattara aussi seront peut-être de la partie pour compléter le tableau si d'ici là, la nature n'aura pas fait sa propre « *sélection* ».

L E U R S O C I E T E

Ce sont les rivalités entre cette bande de politiciens bourgeois qui ont rythmé la vie sociale et politique du pays pendant ces 30 dernières années, faisant des milliers de morts sur leur chemin. La seule chose qui les oppose vraiment, c'est de savoir qui s'assoira sur le fauteuil présidentiel, c'est-à-dire qui tiendra la louche pour partager le mangement. Et pour cela, ils ont déjà fait toutes les configurations d'alliance possible entre eux et se sont trahis autant de fois mutuellement.

Cela ne les empêche pas pour autant, à la veille de chaque échéance électorale, eux et leurs nervis, de tenir les populations en otage à coups de démagogie, de tribalisme, de régionalisme, de xénophobie et bien d'autres saletés. Ils dressent les populations les unes contre les autres et laissent leurs miliciens se charger des basses besognes criminelles. Une fois qu'ils parviennent au pouvoir, ils mènent tous la même politique anti-ouvrière. On les a tous vu à l'œuvre !

LA SITUATION DANS LES ÉCOLES : UNE PARTIE VISIBLE DE L'ICEBERG

Au lycée moderne de Vavoua les médias rapportent que des élèves assistent aux cours debout. Il y a même deux salles de classe sans banc. Pour assister aux cours, des élèves se lèvent très tôt pour aller prendre des bancs là où ils peuvent en trouver. Cela entraîne parfois des disputes et des bagarres entre élèves. Les moins forts sont obligés d'assister aux cours debout. Le cas de Vavoua n'est pas un cas isolé.

À Abidjan, dans les lycées des quartiers populaires, par exemple au lycée moderne de Koumassi, les élèves sont

confrontés à ce problème depuis des années. Outre les bancs, ce sont les salles de classes qui sont insuffisantes. Les élèves sont entassés comme des sardines en boîte. Au minimum ce sont trois élèves par table-banc et les allées sont supprimées. Certaines classes manquent d'enseignants dans des matières de base comme les mathématiques.

Les autorités, au lieu de résoudre ces problèmes, préfèrent organiser des prières pour soi-disant « *chasser les mauvais esprits* » à la veille des examens chaque année.

UNE MALADIE QU'ON PEUT GUÉRIR FACILEMENT MAIS QUI FAIT DES VICTIMES PARMI LES FEMMES DE MILIEU PAUVRE

Du 13 au 15 septembre a eu lieu en Côte d'Ivoire une conférence sur la fistule obstétricale. Il s'agit d'une perforation entre le canal de naissance et/ou le rectum ou la vessie. Cela provoque des fuites d'urine et/ou d'excréments. Beaucoup de femmes en meurent suite à des infections ou d'autres complications.

Pour celles qui survivent, elles ne peuvent plus mener une vie normale car elles ne peuvent plus retenir leurs besoins naturels. Cette situation fait que ces femmes sont isolées et les gens attribuent parfois cette maladie à de mauvais esprits. Certaines dépriment car elles se croient condamnées.

L E U R S O C I E T E

Selon les chiffres officiels, il existait en 2020 environ 135.000 malades dont certaines depuis 35 ans. Seulement environ 4.000 d'entre elles auraient bénéficié d'opérations gratuites depuis 2012. Entretemps, il y a 250 nouveaux cas chaque année.

Les moyens pour construire des centres de santé de proximité, pour la prise en charge

des femmes enceintes, pour leur guérison en cas de maladies graves et leur réinsertion dans la vie sociale existent. Mais ceux qui contrôlent et détiennent les caisses de l'État en font ce qu'ils veulent. Il en est de même pour bien d'autres maladies qui continuent de tuer alors que les moyens existent pour les combattre.

QUAND LE POUVOIR PRÉTEND COMBATTRE LA CONTREFAÇON

Selon les autorités de ce pays, depuis 2016 ce sont plus de 130 milliards que l'État de Côte d'Ivoire a perdu à cause de la contrefaçon. C'est un délit qui consiste à utiliser illégalement la marque ou le brevet d'autrui. C'est soi-disant pour démanteler les réseaux de contrebandes des produits de contrefaçon que le gouvernement veut créer une brigade spéciale. Soyons sûr que ce n'est pas cette activité (qui est internationale) que les dirigeants au pouvoir veulent combattre. Ils veulent tout simplement mettre sous leur contrôle tout un pan du commerce illicite local et les milliards qui échappent à l'État, c'est-à-dire à eux-mêmes.

La création de cette nouvelle brigade sera aussi une nouvelle opportunité pour s'adonner à des rackets policiers qui enrichissent aussi tout un milieu de galonnés et autres haut cadres bien placés dans ce genre d'activité.

Dans cette société capitaliste, celui qui a inventé quelque chose peut s'en réserver la production exclusive. C'est le cas, par exemple, des grands trusts pharmaceutiques qui détiennent des brevets sur des molécules de médicaments. Ils les vendent très cher et ne veulent pas qu'on en fasse des copies pendant une certaine période. On pourrait pourtant sauver des millions de vies en produisant ces médicaments à moindre coût.

Ainsi, l'industrie pharmaceutique indienne a pu produire jusqu'en 2005 des médicaments contre le Sida sans payer les brevets. Cela lui a valu des procès mais lui a en même temps permis de produire des génériques à des prix 10 ou 20 fois moins chers que ceux produits par les trusts pharmaceutiques propriétaires des brevets.

L'exemple du vaccin anti-covid illustre aussi l'avidité criminelle de ces trusts. Leur mainmise sur la production de ce vaccin fait que des dizaines, voire des centaines de millions de personnes n'y ont pas accès faute de moyens. C'est tout le système capitaliste qui est bâti sur les cadavres de millions de pauvres.

La question de la propriété des brevets n'est en réalité qu'un aspect mineur de la propriété capitaliste des moyens de production en général. C'est tout le système capitaliste qui est bâti sur la propriété privée. Nous, communistes révolutionnaires, combattons pour abolir la propriété privée des moyens de production. C'est la mise en commun de tous ses moyens qui permettra à l'humanité toute entière de bénéficier de l'ensemble des richesses et des connaissances. Cela passe par la lutte implacable contre la bourgeoisie capitaliste qui ne lâchera jamais ce qui lui permet de dominer toute la société

L E U R S O C I E T E

CMU : C'EST AU PATRONAT ET À L'ÉTAT DE PAYER !

Fin septembre dernier, le gouvernement a décidé de rendre obligatoire la Couverture Maladie Universelle. Désormais, l'État fait obligation d'avoir sa CMU pour postuler un poste dans le privé comme dans le public ou même pour passer un concours ; pareillement pour scolariser ses enfants de plus de 16 ans dans un lycée, collège et établissement d'enseignement technique et professionnel, etc. En clair, pour vivre dans ce pays, il faut souscrire à la CMU.

Cette décision est d'autant plus scandaleuse qu'elle intervient au moment même où les travailleurs et les populations pauvres broient du noir du fait de la flambée générale des prix de tous les produits de première nécessité. Elle a suscité tellement de grogne dans la population que le gouvernement a reporté son application de six mois.

Depuis la mise en route de cette soi-disant assurance maladie, il y a de cela plusieurs années, l'État n'a fourni aucun service, à part distribuer quelques caches-ça et là. Il s'est juste contenté d'encaisser les cotisations et c'est tout. C'est une véritable escroquerie.

Avant de lancer une CMU, il aurait fallu construire des hôpitaux qui manquent cruellement, les équiper en matériel et en

médicaments, réduire le coût des soins afin de les rendre accessible aux populations pauvres. Il n'en est rien de tout cela !

Le besoin de couverture maladie est réel. Dans les usines, elle fait partie des revendications principales des travailleurs. Avec les bas salaires qu'ils touchent, en cas de maladie grave, c'est toujours une catastrophe parce qu'ils ne peuvent pas se soigner.

Par ailleurs, ce ne serait que justice que ce soit à l'employeur de payer le coût de la CMU pour leurs employés et les familles de ces derniers. Et pour tous les autres, c'est à l'État de prendre ces frais en charge.

Aujourd'hui, le gouvernement se targue d'avoir déjà plus de trois millions d'adhérents. Ce qu'il ne dit pas, c'est que beaucoup l'ont été par la contrainte. Les travailleurs du public ont été obligés d'y adhérer. Les cotisations sont prises à la source. Des travailleurs du privé ont aussi subi le même sort pour une assurance qui ne sert pour l'instant strictement à rien.

Et c'est une telle assurance que les autorités voudraient étendre à toute la population ! Autant dire qu'il s'agit ici, pour l'instant, tout juste d'un nouvel impôt qui ne dit pas son nom.

Tchad :

UNE RÉPRESSION SANGLANTE CONTRE CEUX QUI CONTESTENT LA CONFISCATION DYNASTIQUE DU POUVOIR

Ndjamena, la capitale tchadienne ainsi, que de nombreuses villes à l'intérieur du pays ont été le théâtre de manifestations contre le régime du général Mahamat Déby, celui qui a pris la succession de son père à la tête du pays. Des barricades ont été érigées dans les rues, des symboles de l'État ainsi que le siège du parti du Premier ministre Saleh Kebzabo ont été attaqués par des manifestants durant la journée du 20 octobre. Aussitôt, le dictateur a ordonné aux forces de l'ordre de réprimer sans pitié les manifestants.

Ce fut un carnage ; il y a eu officiellement une cinquantaine de morts par arme à feu et environ 300 blessés parmi les manifestants. Un couvre-feu a été immédiatement décrété. Il est très difficile de savoir ce qui se passe à l'intérieur du pays et de connaître le nombre réel des victimes.

Ce qui a mis le feu aux poudres c'est la décision de Mahamat Déby de prolonger de deux années supplémentaires sa présidence au gouvernement dit de transition, alors qu'il avait promis qu'il allait procéder à des élections après une « *transition* » de 18 mois à compter de sa date de prise de pouvoir en avril 2021.

Rappelons qu'Idriss Déby père est arrivé au pouvoir par un coup d'État en 1990. Il a renversé l'ancien dictateur Hissène Habré grâce au soutien de l'armée

française. Il a dirigé le pays par la terreur durant 32 ans avec le soutien de l'impérialisme français. Dès l'annonce de sa mort, son fils, entouré de quelques généraux, s'est emparé du pouvoir en écartant celui qui devait par la Constitution présider provisoirement le pays le temps d'organiser une élection présidentielle.

Le président français, Emmanuel Macron, présent à Ndjamena lors de l'enterrement du feu dictateur, était venu en même temps pour cautionner ce passage du pouvoir de père en fils car cela correspond aux intérêts de l'impérialisme français dans cette région du Sahel.

Devant l'indignation largement partagée par les médias et les chancelleries occidentales, le gouvernement français a été contraint de condamner du bout des lèvres la violente répression perpétrée par son poulain de Ndjamena tout en précisant que « *la France ne joue aucun rôle dans ces évènements ...* ». Cela ne fait que renforcer le sentiment anti-français qui se propage un peu partout dans les anciennes colonies françaises en Afrique.

Macron avait condamné il y a quelque temps la « *Françafrique* » mais il est de fait le continuateur de cette pratique qui remonte à De Gaulle et qui permet jusqu'à nos jours à l'ancienne puissance coloniale de protéger les intérêts de sa bourgeoisie en Afrique.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.